

Barrage républicain contre le RN : « Une stratégie vouée à l'échec », pour Jean-Yves Camus

Pour le politologue, le score retentissant du RN aux européennes n'est pas un « vote sanction », mais un vote d'adhésion à des problématiques négligées.

Par [Géraldine Woessner](#)

Publié le 11/06/2024 à 08h00, mis à jour le 11/06/2024 à 09h47

Les premiers résultats étaient à peine confirmés, dimanche soir, qu'on a vu les danseurs s'agiter sur la scène, puis amorcer le mouvement pour composer leurs formations. Le **score du Rassemblement national** (31,7 % des suffrages, soit plus du double de la liste de la majorité présidentielle, à 14,6 %) suivi de l'annonce surprise par le président d'une dissolution éclair de l'Assemblée nationale ont certes fait trembler les murs du théâtre. Mais ils n'ont pas bousculé le moins du monde la chorégraphie écrite depuis des lustres, tellement rodée que les danseurs se sont aussitôt mis en position. À gauche ont fusé les appels à **construire un « front populaire »** pour faire taire « le bruit des bottes ».

Emmanuel Macron, lui, posait les fondations d'un « champ républicain », sans qu'on sache précisément quel parti serait susceptible de le rejoindre. « Le pouvoir a été dépassé de plus de moitié par son rival d'extrême droite dans un vote sanction inédit », analysait, le lendemain, le patron du PS, Olivier Faure, appelant sur France Inter le gouvernement à « renoncer à la réforme des retraites, à la réforme du chômage, à la loi immigration », véritables moteurs, selon lui, de ce vote « de protestation ». Une analyse confortable pour les partis installés... Mais sensiblement à côté de la plaque, juge le politologue Jean-Yves Camus. Pour l'un des meilleurs spécialistes de l'extrême droite, directeur de l'Observatoire des radicalités de la Fondation Jean-Jaurès, analyser les progrès toujours plus importants du RN comme le produit d'un vote contestataire est une lourde erreur, qui condamne à l'échec. Entretien.

Le Point : Faut-il voir dans le résultat record du RN aux européennes le résultat d'un « vote sanction » ?

Jean-Yves Camus : Ce n'est vrai qu'en partie. Le mouvement poujadiste, qui était purement protestataire, est apparu en 1953, mais il a disparu corps et biens quand le général de Gaulle est revenu au pouvoir cinq ans plus tard, en 1958. Lorsqu'un parti politique, qui a émergé en 1984 aux élections européennes (la première fois où il fait plus de 10 %), dure encore un demi-siècle plus tard et a triplé son score, c'est incontestablement que le phénomène est plus profond qu'un simple mouvement contestataire. C'est un vote d'adhésion.

Une partie des Français adhère au cœur de la doctrine du RN, notamment à la fameuse priorité nationale. Ils pensent que les Français ont un certain nombre de droits économiques et sociaux dont les bénéficiaires ne doivent pas aller aux étrangers. Ce n'est pas uniquement une question économique, mais un principe fondamental. Il existe un choc frontal entre les valeurs du bloc central et les valeurs du Rassemblement national. D'autres points sont assez constants. La position du RN face aux questions de la loi, de l'ordre, de la sécurité, a toujours été mieux-disante par rapport aux propositions de la droite républicaine. Et même si certains, à gauche, continuent à le nier, l'insécurité progresse, soit est plus visible, ce qui électoralement revient au même.

Décrire le Rassemblement national comme un péril pour la démocratie, c'est une stratégie vouée à l'échec, puisque moins de la moitié des Français sont d'accord avec cette vision.

Les électeurs du RN ont également le sentiment que l'Union européenne est principalement créatrice de normes contraignantes, qu'elle empoisonne la vie des gens, et qu'au fond elle n'est qu'une immense machine bureaucratique assez artificielle, qui cherche à imposer au peuple français des mesures qui n'émanent pas de sa souveraineté. C'est une autre différence fondamentale avec le bloc central, et non négociable pour ces électeurs. D'un côté, le bloc central admet qu'il puisse y avoir des normes qui s'imposent au droit français. De l'autre, Marine Le Pen affirme que le peuple français est souverain, et qu'aucune décision supranationale ne doit s'imposer à lui. Ce sont deux conceptions diamétralement opposées de l'Europe. Et elles ne sont pas conciliables.

Pour vous, les partis traditionnels continuent de s'aveugler ?

Le RN est le parti qui a le plus rapidement cristallisé son vote : très tôt dans la campagne, les électeurs avaient la certitude de leur choix. Ils plébiscitent un certain nombre d'items, qui sont des marqueurs du RN. Le pouvoir d'achat, la distance par rapport aux « élites », la sécurité, l'identité, l'immigration. Ce n'est quand même pas difficile à intégrer, sauf à être dans le déni, quand les enquêtes d'opinion le confirment depuis plus de vingt ans ! À un moment donné, il faut admettre que, oui, le RN est une famille politique qui se construit sur des idées, et pas seulement sur un rejet. La fracture entre le peuple et les « élites », par exemple, traduit une certaine vision de la démocratie, portant une remise en cause de la démocratie représentative et des mécanismes de sélection des élites, et un appel à davantage de démocratie directe. Ce n'est pas, comme on tente de nous le faire accroire, un simple rejet poujadiste.

En appelant à faire barrage à l'extrême droite, soit par un « front populaire », soit par un « champ républicain », pensez-vous que les partis se trompent de stratégie ?

Les Français ne voudront pas choisir une fois de plus par défaut. Ils l'ont fait en 2002, moi le premier, contre Jean-Marie Le Pen. En 2017, ils ont voulu donner sa chance à Emmanuel Macron, qui promettait de faire pendant son quinquennat les réformes structurelles que les autres n'avaient pas faites pendant quarante ans. En 2022, à nouveau, le choix s'est fait par défaut, personne ne souhaitant confier les clés de l'Élysée à quelqu'un qui avait fait la preuve de son incompétence à diriger le pays. Mais aujourd'hui, et plus encore en 2027, ce discours ne sera plus suffisant. On ne peut pas perdre plusieurs décennies d'une politique à mobiliser « contre ». Et ce ressort du « barrage républicain » ignore les causes du mal.

Décrire le Rassemblement national comme un péril pour la démocratie, c'est une stratégie vouée à l'échec, puisque moins de la moitié des Français sont d'accord avec cette vision. C'est une stratégie d'évitement, qui continue à masquer le manque de réflexion sur la nature idéologique, la structuration, les évolutions et les constantes du phénomène RN. Et j'en suis effaré. Les droites extrêmes, que je préfère appeler « droites radicales », sont le sujet le plus étudié en sciences politiques. Mais tout se passe comme si personne ne lisait le travail d'analyse que nous produisons depuis des décennies ! Au fond, on préfère se contenter des vieux réflexes, qui ne sont que la continuation d'épisodes antérieurs de la vie politique.

Réduire le vote RN à un vote raciste et identitaire est une vision simpliste.

Dans son récent livre « Des électeurs ordinaires », le sociologue Félicien Faury analyse le vote RN comme un vote fondamentalement « raciste ». Êtes-vous d'accord avec cette vision ?

Réduire le vote RN à un vote raciste et identitaire est une vision simpliste. En réalité, deux France continuent de s'affronter – de quelque manière qu'on les appelle, France d'en haut et France d'en bas, ou France des métropoles contre France périphérique. Ce sont deux récits nationaux, deux conceptions de la France et de la souveraineté. J'ajoute qu'il faut distinguer identitaire et raciste. Qu'est-ce qu'on appelle « identitaire » ? Un certain nombre de Français souhaitent que les termes du contrat national, qu'ils ont toujours connu, perdurent. Ils s'inquiètent du fait qu'une minorité, qui ne se reconnaît pas dans les termes de ce contrat républicain, cherche à nous entraîner vers des rivages communautaristes qui ne sont pas dans notre tradition. De nombreux Français partagent ce constat. Est-ce que cela fait d'eux des « racistes » ? Ou est-ce que cela fait d'eux des gens attachés à un modèle de civilisation, et de société ?

Pensez-vous que plutôt que de dissoudre l'Assemblée, Emmanuel Macron aurait été mieux inspiré de changer sa politique, pour intégrer ces attentes ?

Certainement, mais il ne le peut plus. Il est allé trop loin. Emmanuel Macron a longtemps répété que son logiciel était le bon, et qu'il fallait le réaliser coûte que coûte. Il lui est impossible, aujourd'hui, de faire un tour complet sur lui-même et de changer le cap de sa politique. Alors il fait un pari, qui consiste à mon sens à capitaliser sur une campagne très courte. D'un côté, elle pourrait désorganiser le Rassemblement national. Et de l'autre, mobiliser des Français encore choqués par le score du RN, qui se diraient qu'il n'est pas prudent de lui confier les clés du camion. Une autre possibilité est plus machiavélique, mais elle n'est pas à exclure :

Emmanuel Macron peut penser que le RN fera lui-même la démonstration de son incapacité à gouverner, s'il lui donne les clés du pouvoir. C'est un pari risqué.

Et qui laisse toujours de côté les questions de fond...

Rien ne change. Le pourcentage des OQTF effectivement réalisées reste faible, personne ne prend à bras-le-corps la question du chantage exercé par les pays qui refusent de reprendre leurs ressortissants, et qui cherchent à nous culpabiliser en nous demandant réparation. Là aussi, est-il raciste de considérer qu'il n'est pas normal que le chapitre de la guerre d'Algérie ne soit pas clos, et qu'on devrait pouvoir coopérer sur des bases saines, en évitant de rouvrir les plaies mémorielles ? Quant à l'Europe, elle ne résout pas son incapacité à élaborer un narratif, et reste perçue comme une machine froide, bureaucratique, paralysée par la recherche de compromis permanents. Ses aspects positifs, très nombreux, ne sont visibles que pour les convaincus.

La campagne très communautariste de La France insoumise, dont le score frôle les 10 %, a-t-elle renforcé le RN ?

Les réactions au scrutin dimanche soir étaient frappantes. Tout le monde s'est focalisé sur le péril du Rassemblement national, en passant sous silence les 10 % de La France Insoumise, qui a pourtant mené une campagne totalement antinationale, en se focalisant sur un enjeu étranger à la politique française, et en important un conflit porteur de divisions. C'est pourtant un danger pour la cohésion nationale, qui n'a pas été suffisamment pris en compte.

Êtes-vous inquiet pour les mois à venir ?

Je suis déçu. D'abord par le fait que la droite conservatrice mainstream ne réussit pas à se maintenir à un niveau égal à celui des pays avoisinants, même si ce n'est pas mon camp politique de prédilection. Je reconnais à François-Xavier Bellamy une hauteur de vue, une droiture, une capacité à élever le débat qui sont assez remarquables. Mais cela ne prend pas. Or, l'une des conditions indispensables au maintien d'une démocratie saine et qui fonctionne, c'est qu'il existe une droite de conservatisme « compassionnel », c'est-à-dire un conservatisme sociétal, doublé de libéralisme économique, mais assorti de l'idée qu'il doit exister des filets de protection pour les plus faibles au nom de la solidarité nationale. Ce conservatisme-là est en voie de disparition.